

PARCOURS SUP : que sont devenus ces jeunes ?

Rappel : « Parcoursup » est l'appellation du logiciel qui remplace l'ancien (nommé APB), pour gérer informatiquement l'entrée à l'université. Il repose sur 2 principes : l'étudiant-e ne peut faire de hiérarchie dans ses vœux et la décision finale d'acceptation revient à l'université, sur la base d'une liste d'attendus qu'elle a elle-même fixée.

La ministre de l'ESR a dit une chose très juste : « Au-delà de Parcoursup, qui n'est qu'un outil, aussi regardé soit-il, l'essentiel s'est passé ailleurs ». Effectivement. Le tout étant de bien identifier cet ailleurs.

Quelle est la logique du gouvernement ?

- Faire (enfin) comprendre, que la sélection est nécessaire voire désirable, pour (enfin) arrêter de penser que la question de l'émancipation et de la démocratisation doit piloter le système éducatif ;
- faire croire aux jeunes que c'est eux qui décident, qu'ils ont leur « destin » en main, alors qu'en réalité ce sont les universités qui choisiront leurs étudiants ;
- et enfin, dévaloriser le diplôme national (en l'occurrence le BAC) comme garantie collective, pour in fine, le supprimer, au profit de « blocs de compétences » définis par l'employeur ou par les acteurs locaux.

Inévitablement, cela va amplifier les inégalités sociales. Les « héritiers » dont le processus de reproduction était dénoncé hier (par la sociologie Bourdieusienne), se retrouvent cette fois-ci complètement légitimés par la loi : ils sont les premiers retenus dans Parcoursup et cela est établi par leurs résultats scolaires ! La reproduction des inégalités sociales est à présent officiellement entérinée par la sélection scolaire, à travers Parcoursup.

Une gestion des flux pour diminuer la pression démographique sur l'ESR.

Selon nos enquêtes SNEP-FSU (voir note détaillée sur notre site et SNESUP) qui sont à travailler, on peut faire l'hypothèse qu'à minima : **150 000 jeunes ayant le bac ont abandonné** pour X et Y raisons leurs inscriptions dans l'ESR (autocensure, découragement en particulier des jeunes issus des bacs pro. ou techno. face à la réponse « non » ou « oui si », renoncement,...). Que font-ils ? Des services civiques, des stages, cherchent ou ont trouvé du travail ?

Il s'agit d'un réel gâchis pour le pays, quand dans le même temps, la DEP (Division de l'Évaluation et de la

« On observe, de fait, la mise en place d'une sélection désormais reconnue et la fin objective du Bac comme premier diplôme universitaire et sésame pour entrer dans l'enseignement supérieur »

Prospective) du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR), attendait plus de 58 400 étudiants supplémentaires dans l'ESR, à la rentrée 2018. Pour ce faire, la ministre avait annoncé la création de 30 000 places supplémentaires, dont nombre pour les filières en tension (STAPS, psycho,...). Constatons quand même que le gouvernement ne répondait toujours pas à l'évolution démographique de nouveau, car il manquait encore 28 400 places !

Et comble, au 24/09, le MESR affichait qu'il restait encore 127 000 places disponibles, dont 86 000 en licence, avec 1 000 en STAPS. (6 597 en droit) !

Aussi, Parcoursup apparaît comme une machine qui amplifie et combine :

- le tri social par l'origine du type de bac (les jeunes issus des bacs pro ont été les premiers à en pâtir. Voir aussi par types de lycées et géographiques ?)
- qui décourage nombre de jeunes à poursuivre dans l'ES.
- qui permet de diminuer la pression démographique sur l'ESR et du même coup, masque le manque de moyens et au bout du bout, régule les flux.

- Enfin et non des moindres, favorise le secteur privé marchand, à la fois par les officines de conseil d'orientation et par les écoles privées d'enseignement dans le supérieur. Tout cela favorisant l'accentuation de la privatisation de l'ESR (voir aussi l'exemple dernièrement, d'une école privée de management du sport, ouverte à Paris, concurrençant directement les STAPS).

Ces quatre aspects renvoient au poids des dispositions socio-culturelles combiné au

capital économique des familles. Ils sont amplifiés par le mécanisme de la psychologisation, de l'individualisation (se prendre en main, être acteur), de l'intériorisation de sa responsabilité (« on accepte mieux son élimination »), et de la mise en concurrence (ce Parcoursup et les attendus des facs créent de redoutables stratégies individuelles).

Il faut rendre visible la quantification de jeunes perdu-es pour l'ESR et en débattre. Car c'est un gâchis pour le pays en termes de perte d'élévation du niveau de formations et de qualifications, et qui semble peu intéresser nos élites, quand il ne s'agit pas de leurs enfants.

Alors, face à l'embrouillami des chiffres de Parcoursup et de ce que le MESR a laissé à voir ou pas, derrière le culot de la ministre qui dit que Parcoursup est là pour favoriser la démocratisation de notre ESR... et qu'il donne à « chaque jeune le dernier mot,... et la liberté de choix », il nous faut reprendre le débat public sur le choix de société et sur la finalité de ce qui doit piloter l'ESR.

Le projet que nous portons est tout autre : démocratiser, former et émanciper. C'est la fonction de l'ESR qui n'est pas simplement de gérer les flux pour coller à la demande d'emplois et du marché du travail de l'économie néolibérale. Partant de ce principe, et si l'on fixe l'élévation du niveau de qualification pour tous et toutes, c'est d'une autre réforme et d'autres moyens dont la société a besoin. ■